

## BULLETIN EXPRESS

Jeudi, le 8 janvier 1987

Volume 4 numéro 11

### LA PRIVATISATION EN EDUCATION... un dossier à suivre

Le Conseil fédéral de mars doit se prononcer sur la question de "La privatisation en éducation". Le dossier présenté en 1<sup>ère</sup> version lors du Conseil fédéral de novembre, est disponible auprès des exécutifs locaux. Les délégué-e-s du privé ont d'ailleurs demandé qu'une part importante de l'atelier du Conseil de mars soit consacrée à l'étude de la question.

Dans un premier temps, le texte soulève la question du financement de l'éducation au Québec, du désinvestissement progressif de l'état en matières de ressources tant humaines que matérielles, des visées politiques sous-jacentes aux pratiques budgétaires du gouvernement et du modèle de gestion privée de l'éducation. Dans un deuxième temps, le dossier remet en question les processus auxquels on a recours dans "la course à l'excellence" et les solutions que suscitent les nouvelles pratiques générées par la concurrence. Enfin, en troisième partie, le document analyse le PROJET SOCIAL sous-jacent aux recommandations du Rapport Gobeil puis le rôle de l'Etat en éducation et le bien-fondé des bons d'éducation...

### L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE... suite de l'atelier-école

Lors de ce premier atelier-école qui a eu lieu au début de novembre, il a notamment été question: de la tâche et de la charge de travail, du régime pédagogique, de l'évaluation, de la responsabilisation des professeur-e-s et de l'autonomie administrative locale. Quelque dix-sept (17) délégué-e-s ont fait part de la situation vécue dans leur établissement et de leurs préoccupations.

Ces données sont actuellement reprises dans le travail d'élaboration d'un discours sur l'enseignement secondaire dans les établissements privés syndiqués à la FNEEQ. Le sous-comité-école secondaire s'attend à ce qu'un document de travail soit disponible pour consultation à compter de la fin janvier. Un autre atelier-école est prévu en avril pour disposer du document de travail "discours sur l'enseignement secondaire". L'analyse et la réflexion occasionnées par l'élaboration du document font ressortir l'importance de situer notre discours sur l'enseignement secondaire dans la perspective des moyens mis en place par le gouvernement pour amorcer la privatisation des services d'éducation au Québec.

viennent de paraître...

**AUTOGESTION OU AUTOCONTROLE:** Ce document présenté lors de l'atelier sectoriel de novembre traite des changements de structures administratives auxquels ont été confrontés plusieurs établissements privés syndiqués à la FNEEQ... dans cette lancée, le Séminaire de Chicoutimi met actuellement en place une nouvelle corporation chargée de gérer les activités éducatives du Séminaire. Dans le document, il est notamment question des implications légales et financières d'un tel changement de même que de l'impact des modifications sur le fonctionnement de l'établissement. On retrouve à la fin du dossier des pistes de réflexion liées aux changements de structures.

**TABLEAU COMPARATIF SUR LA COMMISSION PEDAGOGIQUE (ou l'équivalent)**

Une étude des différentes commissions pédagogiques à partir des textes de convention fait ressortir que la composition des C.P. est peu contrôlée par l'assemblée syndicale et que les membres la Commission proviennent de plus en plus des structures (chefs de départements, de niveaux, titulaires...). Les commissions pédagogiques ne sont pratiquement jamais décisionnelles. Quant aux objets de travail, on note l'émergence de préoccupations administratives: évaluation de personnel, élaboration de prévisions budgétaires, politique de remplacement de personnel... L'absence des directeurs généraux à la Commission pédagogique consacre encore une fois l'opposition entre les préoccupations pédagogiques et gestionnaires de la direction des écoles.

**TABLEAU COMPARATIF SUR LA CHARGE PROFESSIONNELLE:**

Le document dresse un éventail des conditions qui prévalent dans les différentes conventions. Les données des tableaux portent sur les écarts quantitatifs entre les charges de travail des différents établissements en termes d'heures de travail, sur la taille des groupes d'élèves et sur le contenu des descriptions de tâche. L'étude fait ressortir une extension de la description de la tâche et l'introduction dans la charge de périodes de disponibilité non-rémunérées. Le document contient aussi des informations relatives au nombre de périodes assumées par du temps partiel, au nombre de périodes en surcharge et au nombre d'enseignantes et d'enseignants qui ont demandé une réduction de charge.

Ces documents sont disponibles auprès des exécutifs locaux.

Activités à venir:

1. Sous-comité école secondaire: 16 janvier 87
2. Bureau fédéral: 12 - 13 février 87
3. Session sur les assurances: 19 - 20 février 87
4. Conseil fédéral: 26 - 27 - 28 - 29 mars 1987
5. Atelier école secondaire: avril (à préciser)

**DECRET**